

Convention collective départementale

IDCC : 1576. – **INDUSTRIES
MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES,
ÉLECTRIQUES, ÉLECTRONIQUES,
CONNEXES ET SIMILAIRES
(CHER)**

(15 janvier 1990)

(Bulletin officiel n° 1990-7 bis)

(Etendue par arrêté du 18 octobre 1990,
Journal officiel du 15 novembre 1990)

AVENANT « SALAIRES » DU 8 DÉCEMBRE 2004

NOR : *ASET0550078M*

IDCC : 1576

Entre :

L'union des industries et métiers de la métallurgie du Cher,

D'une part, et

La confédération générale du travail Force ouvrière ;

La confédération française des travailleurs chrétiens ;

La confédération générale des cadres et de l'encadrement,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

A la suite d'une réunion paritaire tenue le 3 décembre 2004, conformément aux articles 32 des dispositions générales et 31.1 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective de la métallurgie du Cher, les organisations patronales et syndicales sont convenues d'une garantie annuelle territoriale de rémunération effective applicable à compter du 1^{er} janvier 2004.

Article 2

La garantie annuelle territoriale de rémunération effective est applicable selon les modalités de l'article 31.2 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective de la métallurgie du Cher et adaptable à l'horaire de travail effectif.

Article 3

La garantie annuelle territoriale de rémunération effective comprend les compensations pécuniaires pour l'ensemble des réductions de la durée du travail légale ou conventionnelle.

Article 4

En janvier 2005, l'employeur vérifiera que le montant total des salaires bruts, correspondant à toute l'année 2004 et déterminé selon l'article 31.2 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective de la métallurgie du Cher, a bien été au moins égal au montant de la garantie annuelle territoriale de rémunération effective applicable à compter du 1^{er} janvier 2004 par le présent accord. Le versement se fera dans toute la mesure du possible en janvier 2005 et au plus tard en février 2005.

Article 5

Les parties signataires demandent que soient rendues obligatoires, pour tous les employeurs compris dans le champ d'application de la convention collective de la métallurgie du Cher, les dispositions du présent accord.

Article 6

Le présent avenant sera déposé à la direction départementale du travail et de l'emploi de Bourges en 5 exemplaires dans les conditions prévues à l'article L. 132-10 du code du travail.

Fait à Bourges, le 8 décembre 2004.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Tableau des rémunérations effectives garanties à compter du 1^{er} janvier 2004

Base 151,67 heures de travail effectif/mois

(En euros).

COEFFICIENT	ADMINISTRATIF, technicien, agent de maîtrise (hors atelier)	OUVRIER	AGENT de maîtrise d'atelier
140	13 500	13 500	
145	13 510	13 510	
155	13 520	13 520	
170	13 530	13 530	
180	13 565		
190	13 905	14 111	
215	14 729	15 244	15 605
225	15 244		
240	16 377	16 995	17 356
255	17 356	18 025	18 437
270	18 231	19 107	
285	19 364	20 147	20 497
305	20 703		21 939
335	22 763		24 102
365	24 720		26 265
395	26 780		28 325